

## COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

## MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTE FRANÇAISE

[C – 2017/31383]

**19 OCTOBRE 2017. — Décret relatif à la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite du personnel enseignant, scientifique, administratif et technique des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Universités**

Le Parlement de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modification de l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'arrêté royal du 31 octobre 1953 fixant le statut des agrégés, des répétiteurs et des membres du personnel scientifique des universités de l'Etat, il est inséré un chapitre V comportant un article 79bis rédigé comme suit :

« Chapitre V : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 79bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé par le Conseil d'administration à maintenir son activité de service au-delà de l'âge légal de la pension de retraite. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil d'Administration fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité. ».

**Art. 2.** Dans le même arrêté royal l'article 78, 2°, est complété par les mots « sauf dérogation prévue à l'article 79bis. ».

CHAPITRE II. — *Modification de l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française*

**Art. 3.** Dans l'arrêté royal du 30 octobre 1971 fixant le statut du personnel de direction et attaché, du personnel administratif, personnel adjoint à la recherche, personnel de gestion, puéricultrices, surveillants des travaux et dessinateurs, du personnel paramédical et du personnel spécialisé des universités et faculté universitaire de la Communauté française, il est inséré un chapitre IX<sup>novies</sup> comportant un article 63bis rédigé comme suit :

« Chapitre IX<sup>novies</sup> : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 63bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé par le Conseil d'administration à maintenir son activité de service au-delà de l'âge légal de la pension de retraite. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil d'Administration fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité. ».

CHAPITRE III. — *Modification de la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977*

**Art. 4.** Dans la loi du 24 décembre 1976 relative aux propositions budgétaires 1976-1977, il est inséré à l'article 76 un nouvel alinéa libellé comme suit :

« Par dérogation au 3° de l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article, les membres du personnel de l'enseignement visés audit alinéa ayant atteint l'âge légal de la pension de retraite peuvent être, à leur demande et en cas d'autorisation du Conseil de gestion pédagogique ou du Conseil d'administration, maintenus en activité de service. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année. Le Conseil de gestion pédagogique ou le Conseil d'administration fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

CHAPITRE IV. — *Modification de la loi du 4 août 1986 réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement*

**Art. 5.** Dans la loi du 4 août 1986 réglant la mise à la retraite des membres du personnel enseignant de l'enseignement universitaire et modifiant d'autres dispositions de la législation de l'enseignement, il est inséré un article 2bis rédigé comme suit :

« Art. 2bis. Les membres du personnel visés à l'article 1<sup>er</sup> qui en font la demande peuvent être autorisés par le Conseil d'administration à maintenir leur activité de service au-delà de la fin de l'année académique au cours de laquelle ils atteignent l'âge légal de la pension de retraite. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil d'administration fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité. ».

CHAPITRE V. — *Modifications du décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française*

**Art. 6.** Dans le décret du 24 juillet 1997 fixant le statut des membres du personnel directeur et enseignant et du personnel auxiliaire d'éducation des Hautes Ecoles organisées ou subventionnées par la Communauté française, il est inséré au titre II un chapitre VIIIbis comportant un article 100bis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 100bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par le Conseil d'administration. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Sur avis de l'organe de concertation, le Conseil d'administration fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 7.** Dans les articles 91, 7°, 95, 7°, et 99, 7°, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 100bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

**Art. 8.** Dans le même décret, il est inséré au titre III un chapitre XI comportant un article 194bis rédigé comme suit :

« Chapitre XI : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 194bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par le pouvoir organisateur. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Sur avis de l'organe de concertation, le pouvoir organisateur fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 9.** Dans les articles 185, 7°, 189, 7°, et 193, 7°, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 194bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

**Art. 10.** Dans le même décret, il est inséré au titre IV un chapitre VIIIbis comportant un article 273bis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 273bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par l'organe de gestion. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Sur avis de l'organe de concertation, l'organe de gestion fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 11.** Dans les articles 264, 7°, 268, 7°, et 272, 7°, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 273bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

CHAPITRE VI. — *Modification du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants)*

**Art. 12.** Dans le décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), dans la quatrième partie, au titre III, il est inséré un chapitre VIIIbis comportant un article 210bis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 210bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par le Conseil de gestion pédagogique. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil de gestion pédagogique fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 13.** Dans les articles 205, 7°, 207, 7°, et 209, 7°, du même décret, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 210bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

**Art. 14.** Dans le même décret, dans la quatrième partie, au titre IV, il est inséré un chapitre IXbis comportant un article 325bis rédigé comme suit :

« Chapitre IXbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 325bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par le Conseil de gestion pédagogique. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil de gestion pédagogique fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 15.** Dans les articles 320, 7°, 322, 7°, et 324, 7°, du même décret, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 325bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

**Art. 16.** Dans le même décret, dans la quatrième partie, au titre V, il est inséré un chapitre XIbis comportant un article 456bis rédigé comme suit :

« Chapitre XIbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 456bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé par le Conseil de gestion pédagogique. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Le Conseil de gestion pédagogique fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 17.** Dans les articles 451, 7°, 453, 7°, et 455, 7°, du même décret, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 456bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'ils ont atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

CHAPITRE VII. — *Modifications du décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française*

**Art. 18.** Dans le décret du 20 juin 2008 relatif aux membres du personnel administratif des Hautes Ecoles, des Ecoles supérieures des Arts et des Instituts supérieurs d'Architecture organisés ou subventionnés par la Communauté française, il est inséré au titre I un chapitre VIIIbis comportant un article 61bis rédigé comme suit :

« Chapitre VIIIbis : De la poursuite de la carrière après l'âge de la pension de retraite.

Art. 61bis. Le membre du personnel qui en fait la demande peut être autorisé à maintenir son activité de service au-delà de l'âge de la pension de retraite. Le maintien en activité au-delà de l'âge de la pension de retraite peut être autorisé selon le cas par le Conseil d'administration ou le Conseil de gestion pédagogique ou l'organe de gestion, sur demande du membre du personnel. La période du maintien en activité est fixée pour une durée maximale d'une année. Elle est renouvelable, selon les mêmes modalités, pour une seule nouvelle période d'une durée maximale d'une année.

Sur avis de l'organe de concertation, le Conseil d'administration visé à l'article 65, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 5 août 1995 pour les Hautes Ecoles organisées par la Communauté française et l'organe de gestion visé à l'article 69, alinéas 1<sup>er</sup> et 2, du même décret pour les Hautes Ecoles subventionnées par la Communauté française fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service.

Pour les Ecoles supérieures des Arts, le Conseil de gestion pédagogique défini à l'article 2, § 1<sup>er</sup>, 11°, du décret du 20 décembre 2001 fixe la procédure d'autorisation du maintien en activité de service. ».

**Art. 19.** Dans les articles 56, 7°, et 60, 7°, les mots « sauf dérogation prévue à l'article 61bis » sont chaque fois insérés après les mots « S'il atteint l'âge de la mise à la retraite normale ».

CHAPITRE VIII. — *Dispositions abrogatoires et finales*

**Art. 20.** L'article 3 de l'arrêté royal du 12 mai 1927 relatif à l'âge de la mise à la retraite des fonctionnaires, employés et gens de service des administrations de l'état est abrogé pour les membres du personnel visés par le présent décret.

**Art. 21.** Le présent décret produit ses effets à partir de l'année académique 2017-2018.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 19 octobre 2017.

Le Ministre-Président,  
R. DEMOTTE

La Vice-Présidente et Ministre de la Culture et de l'Enfance,  
A. GREOLI

Le Vice-Président et Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,  
J.-Cl. MARCOURT

Le Ministre de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de justice, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,  
chargé de la tutelle sur la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale,  
R. MADRANE

La Ministre de l'Education,  
M.-M. SCHYNS

Le Ministre du Budget, de la Fonction publique et de la Simplification administrative,  
A. FLAHAUT

Le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale, de la Jeunesse,  
des Droits des Femmes et de l'Égalité des Chances,  
I. SIMONIS

—————  
Note

*Session 2017-2018*

Documents du Parlement. Projet de décret, n°527-1. – Rapport de commission n° 527-2 – Texte adopté en séance, n° 527-3

Compte-rendu intégral. – Discussion et adoption. Séance du 18 octobre 2017.

—————  
VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2017/31383]

**19 OKTOBER 2017. — Decreet betreffende de voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen van het onderwijzend, wetenschappelijk, administratief en technisch personeel van de hogescholen, de hogere kunstschole en de universiteiten**

Het Parlement van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten*

**Artikel 1.** In het koninklijk besluit van 31 oktober 1953 tot vaststelling van het statuut van de geaggregeerden, de repetitors en het wetenschappelijk personeel bij de Rijksuniversiteiten, wordt een hoofdstuk V ingevoegd, dat een artikel 79bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk V. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 79bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan door de raad van bestuur ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De raad van bestuur stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 2. In hetzelfde koninklijk besluit, wordt artikel 78, 2°, aangevuld met de woorden “, behoudens afwijking toegestaan bij artikel 79bis.”.

HOOFDSTUK II. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap*

Art. 3. In het koninklijk besluit van 30 oktober 1971 tot vaststelling van het statuut van het bestuurs- en toegevoegd personeel, hulppersoneel voor onderzoek, beheerspersoneel, de kinderverzorgsters, werkopzichters en tekenaars, het paramedisch en gespecialiseerd personeel van de universiteiten en de universitaire faculteit van de Franse Gemeenschap, wordt een hoofdstuk IX *nonies* ingevoegd, dat een artikel 63bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk IX *nonies*. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 63bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan door de raad van bestuur ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De raad van bestuur stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

HOOFDSTUK III. — *Wijziging van de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977*

Art. 4. In de wet van 24 december 1976 betreffende de budgettaire voorstellen 1976-1977, wordt in artikel 76 een nieuw lid ingevoegd, luidend als volgt :

“In afwijking van 3° van het eerste lid van dit artikel, kan de dienstactiviteit van de personeelsleden van het onderwijs, bedoeld in dat lid, die de wettelijke leeftijd van het rustpensioen hebben bereikt, op hun verzoek, en als de pedagogische beheersraad of de raad van bestuur dit toelaat, worden voortgezet. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar. De pedagogische beheersraad of de raad van bestuur stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

HOOFDSTUK IV. — *Wijziging van de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstelling van de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving*

Art. 5. In de wet van 4 augustus 1986 tot regeling van de oppensioenstelling van de leden van het onderwijzend personeel van het universitair onderwijs en tot wijziging van andere bepalingen van de onderwijswetgeving, wordt een artikel 2bis ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. 2bis. De dienstactiviteit van de in artikel 1 bedoelde personeelsleden kan, op hun verzoek, en als de raad van bestuur dit toelaat, worden voortgezet na het einde van het academiejaar gedurende hetwelk ze de wettelijke leeftijd van het rustpensioen bereiken. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De raad van bestuur stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

HOOFDSTUK V. — *Wijziging van het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap*

Art. 6. In het decreet van 24 juli 1997 dat het statuut bepaalt van het bestuurs- en onderwijzend personeel en van het opvoedend hulppersoneel van de hogescholen ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap wordt in titel II een hoofdstuk VIII *bis* ingevoegd, dat een artikel 100bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk VIII *bis*. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 100bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door de raad van bestuur worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

Op advies van het overlegorgaan, stelt de raad van bestuur de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 7. In de artikelen 91, 7°, 95, 7°, en 99, 7°, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 100bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

Art. 8. In hetzelfde decreet wordt in titel III een hoofdstuk XI ingevoegd, dat een artikel 194bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk XI. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 194bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door de inrichtende macht worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

Op advies van het overlegorgaan, stelt de inrichtende macht de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 9. In de artikelen 185, 7°, 189, 7°, en 193, 7°, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 194 bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

Art. 10. In hetzelfde decreet wordt in titel IV een hoofdstuk VIII bis ingevoegd, dat een artikel 273bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk VIII *bis*. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 273bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door het beheersorgaan worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

Op advies van het overlegorgaan, stelt het beheersorgaan de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 11. In de artikelen 264, 7°, 268, 7°, en 272, 7°, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 273bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

HOOFDSTUK VI. — *Wijziging van het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten)*

Art. 12. In het decreet van 20 december 2001 tot vaststelling van de regels die specifiek zijn voor het hoger kunstonderwijs georganiseerd in de hogere kunstscholen (organisatie, financiering, omkadering, statuut van het personeel, rechten en plichten van studenten), in het vierde deel, in titel III, wordt een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, dat een artikel 210bis inhoudt, luidend als volgt :

Hoofdstuk VIIIbis. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 210bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door de pedagogische beheersraad worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De pedagogische beheersraad stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 13. In de artikelen 205, 7°, 207, 7°, en 209, 7°, van hetzelfde decreet worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 210bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

Art. 14. In hetzelfde decreet, in het vierde deel, in titel IV, wordt een hoofdstuk IXbis ingevoegd, dat een artikel 325bis inhoudt, luidend als volgt :

Hoofdstuk IXbis. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 325bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door de pedagogische beheersraad worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De pedagogische beheersraad stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 15. In de artikelen 320, 7°, 322, 7°, en 324, 7° van hetzelfde decreet, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 325bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

Art. 16. In hetzelfde decreet, in het vierde deel, in titel V, wordt een hoofdstuk XIbis ingevoegd, dat een artikel 456bis inhoudt, luidend als volgt :

Hoofdstuk XIbis. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen

Art. 456bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan door de pedagogische beheersraad worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

De pedagogische beheersraad stelt de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

Art. 17. In de artikelen 451, 7°, 453, 7°, en 455, 7° van hetzelfde decreet, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 456bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

HOOFDSTUK VII. — *Wijziging van het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur*

Art. 18. In het decreet van 20 juni 2008 betreffende de administratieve personeelsleden van de door de Franse Gemeenschap georganiseerde of gesubsidieerde Hogescholen, Hogere Kunstscholen en Hogere Instituten voor architectuur, wordt in titel I een hoofdstuk VIIIbis ingevoegd, dat een artikel 61bis inhoudt, luidend als volgt :

“Hoofdstuk VIIIbis. Voortzetting van de loopbaan na de leeftijd van het rustpensioen.

Art. 61bis. Het personeelslid dat dit aanvraagt, kan ertoe worden gemachtigd zijn dienstactiviteit na de wettelijke leeftijd van het rustpensioen voort te zetten. Die voortzetting kan, naar gelang van het geval, door de raad van bestuur, of door de pedagogische beheersraad of door het beheersorgaan, worden toegelaten. De periode waarin de dienstactiviteit wordt voortgezet, wordt op hoogstens één jaar vastgesteld. Ze kan, volgens dezelfde nadere regels, worden hernieuwd voor één enkele nieuwe periode van hoogstens één jaar.

Op advies van het overlegorgaan, stellen de raad van bestuur bedoeld in artikel 65, eerste lid, van het decreet van 5 augustus 1995, voor de door de Franse Gemeenschap georganiseerde hogescholen, en het beheersorgaan bedoeld in artikel 69, eerste lid en tweede lid, van hetzelfde decreet, voor de door de Franse Gemeenschap gesubsidieerde hogescholen, de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.

Voor de hogere kunstscholen, stelt de pedagogische beheersraad bedoeld in artikel 2, § 1, 11° van het decreet van 20 december 2001 de procedure voor de toelating tot voortzetting van de dienstactiviteit vast.”.

**Art. 19.** In de artikelen 56, 7°, en 60, 7°, worden de woorden “, behoudens afwijking bepaald in artikel 61bis” telkens toegevoegd na de woorden “indien ze de normale rustpensioenleeftijd bereikt hebben.”.

HOOFDSTUK VIII. — *Opheffings- en slotbepalingen*

**Art. 20.** Artikel 3 van het koninklijk besluit van 12 mei 1927 betreffende de ouderdom van de oppensioenstelling van de ambtenaren, de beambten en het dienstpersoneel van den staat wordt opgeheven voor de bij dit decreet bedoelde personeelsleden.

**Art. 21.** Dit decreet heeft uitwerking met ingang van het academiejaar 2017 – 2018.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Brussel, 19 oktober 2017.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Vice-President en Minister van Cultuur en Kind,

A. GREOLI

De Vice-President en Minister van Hoger Onderwijs, Media en Wetenschappelijk Onderzoek,

J.-Cl. MARCOURT

De Minister van Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Sport en Promotie van Brussel, belast met het toezicht op de Franse Gemeenschapscommissie van het Brusselse Hoofdstedelijk Gewest,

R. MADRANE

De Minister van Onderwijs,

M.-M. SCHYNS

De Minister van Begroting, Ambtenarenzaken en Administratieve Vereenvoudiging,

A. FLAHAUT

De Minister van Onderwijs voor sociale promotie, Jeugd, Vrouwenrechten en Gelijke Kansen,

I. Simonis

Nota

*Zitting 2017-2018*

Stukken van het Parlement.- Ontwerp van decreet, nr. 527-1.- Commissieverslag nr. 527-2.- In vergadering aangenomen tekst, nr. 527-3.

Integraal verslag.- Bespreking en aanneming.- Vergadering van 18 oktober 2017.

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

### SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/205655]

#### **19 OCTOBRE 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'article 1015 du Code réglementaire wallonde l'Action sociale et de la Santé relatif aux entreprises de travail adapté**

Le Gouvernement wallon,

Vu le Code wallon de l'Action sociale et de la Santé, l'article 283, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 6 février 2014 et 15 mai 2014 et par le décret du 3 décembre 2015;

Vu le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 19 avril 2017;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 4 mai 2017;

Vu l'avis de la Commission wallonne de la personne handicapée, donné le 13 juillet 2017;

Vu l'avis 62.101/4 du Conseil d'Etat, donné le 2 octobre 2017, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu le rapport du 4 mai 2017 établi conformément à l'article 3, 2<sup>o</sup>, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Considérant que des mesures de restriction budgétaire s'imposent pour l'année 2017 mais qu'un montant de 400.000 euros supplémentaires, non indexé, peut être affecté forfaitairement à l'ensemble des entreprises de travail adapté pour leurs investissements;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé, de l'Action sociale, de l'Egalité des Chances, de la Fonction publique et de la Simplification administrative;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1<sup>er</sup>, de celle-ci.